



**University of
Zurich**^{UZH}

**Zurich Open Repository and
Archive**

University of Zurich
University Library
Strickhofstrasse 39
CH-8057 Zurich
www.zora.uzh.ch

Year: 2016

**Reviewed work: Andreas Fleckner, Antike Kapitalvereinigungen. Ein
Beitrag zu den konzeptionellen und historischen Grundlagen der
Aktiengesellschaft**

Babusiaux, Ulrike

Posted at the Zurich Open Repository and Archive, University of Zurich

ZORA URL: <https://doi.org/10.5167/uzh-170804>

Journal Article

Originally published at:

Babusiaux, Ulrike (2016). Reviewed work: Andreas Fleckner, Antike Kapitalvereinigungen. Ein Beitrag zu den konzeptionellen und historischen Grundlagen der Aktiengesellschaft. *Revue historique de droit français et étranger (RHDFE)*, 94(1):157-165.

Fondée en 1855
par Ed. LABOULAYE, E. de ROZIERE, R. DARESTE, C. GINOULHIAC

Direction

Corinne LEVELEUX-TEIXEIRA, Directrice (Université d'Orléans)
Olivier DESCAMPS, Directeur adjoint (Université Paris II Panthéon-Assas)
Joseph MÉLÈZE MODRZEJEWSKI, Directeur honoraire, (Université Paris I Panthéon-Sorbonne, E.P.H.E.)

Secrétariat de rédaction

Marion ALBESSARD (CNRS – Université Paris II Panthéon-Assas)

Comité Scientifique

Barbara ANAGNOSTOU-CANAS (C.N.R.S.)
Patrick ARABEYRE (École nationale des Chartes)
Jean-Pierre CORIAT (Université Paris II Panthéon-Assas)
Sophie DÉMARE-LAFONT (Université Paris II Panthéon-Assas, E.P.H.E.)
Olivier DESCAMPS (Université Paris II Panthéon-Assas)
Gérard GIORDANENGO (École nationale des Chartes)
Jean HILAIRE (Université Paris II Panthéon-Assas)
Michel HUMBERT (Université Paris II Panthéon-Assas)
Évanghélou KARABÉLIAS (C.N.R.S.)
Jacques KRYNEN (Université des Sciences Sociales de Toulouse)
Corinne LEVELEUX-TEIXEIRA (Université d'Orléans)
Alberto MAFFI (Université de Milan)
Joseph MÉLÈZE MODRZEJEWSKI (Université Paris I Panthéon-Sorbonne, E.P.H.E.)
Marcel MORABITO (Institut d'Études Politiques de Paris)
François SAINT-BONNET (Université Paris-II Panthéon-Assas)
Stanislas SALMONOWICZ (Université de Torun)
Laurent WAELKENS (Université de Louvain)

Comité de Direction

Patrick ARABEYRE (École nationale des Chartes)
David DEROUSSIN (Université Lyon III)
Olivier DESCAMPS (Université Paris II Panthéon-Assas)
Gérard GIORDANENGO (École nationale des Chartes)
Jean HILAIRE (Université Paris II Panthéon-Assas)
Michel HUMBERT (Université Paris II Panthéon-Assas)
David KREMER (Université Paris-Descartes)
Jacques KRYNEN (Université des Sciences Sociales de Toulouse)
Corinne LEVELEUX-TEIXEIRA (Université d'Orléans)
Joseph MÉLÈZE MODRZEJEWSKI (Université Paris I Panthéon-Sorbonne, E.P.H.E.)
Marcel MORABITO (Institut d'Études Politiques de Paris)
François SAINT-BONNET (Université Paris II Panthéon-Assas)

Danielle Anex-Cabanis (Université Toulouse Capitole); Ulrike Babusiaux (Université de Zurich); Brigitte Basdevant-Gaudemet (Université Paris-Sud Paris-Saclay); Michèle Bégou-Davia (Université Paris-Sud Paris-Saclay); Arnaud Besson (Université de Neuchâtel); Éric Boumazel; Isabelle Brancourt (CR CNRS – IHPC); André Cabanis (Université Toulouse Capitole); Fabrice Delivré (Université Paris I); Thibault Desmoulin (Université Paris II); Cyrille Dounot (Université d'Auvergne); Olivier Hanne (Université d'Aix-Marseille); Thibault Joubert (CNRS – Université de Strasbourg); Jacques Krynen (Université Toulouse Capitole); Antoine Leca (Université d'Aix-Marseille); Alexandre Lunel (Université Paris VIII); Marcel Morabito; Norbert Olszak (Université Paris I); Agostino Paravicini Bagliani (Université de Lausanne); Xavier Prévost (Université de Bordeaux); Catherine Vincent (Université Paris Ouest Nanterre); Nicolas Warembourg (Université Paris I)

RHDFE 1-2016 Rev. Fleckner

SOMMAIRE DU N° 1-2016

AVIS AU LECTEUR.....	1
LATRAN IV (1215), GENÈSE ET POSTÉRITÉ : ENJEUX POUR L'ÉVÊQUE :	
Brigitte Basdevant-Gaudemet, Catherine Vincent. – Avant-propos.....	3
Catherine Vincent. – L'évêque dans l'Église d'Occident au XII ^e siècle : la législation de Latran IV à l'épreuve des faits.....	5
Brigitte Basdevant-Gaudemet. – Quelques réflexions sur la Libertas Ecclesiae dans les procédures de désignations épiscopales au cours des siècles.....	13
Thibault Joubert. – L'évolution du principe électif dans les désignations épiscopales du Décret de Gratien au concile Latran III.....	26
Michèle Bégou-Davia. – Innocent III et les élections épiscopales : quelques aspects juridiques.....	42
Fabrice Delivré. – Les lois du genre. Summae, Practicae et election des évêques en Occident (XII ^e -XV ^e siècle).....	62
Olivier Hanne. – L'épiscopat dans les années de l'après-concile selon les registres d'Innocent III et d'Honorius III (1215-1227).....	79
Nicolas Warembourg. – Le sort incertain des canons du IV ^e concile de Latran dans la France d'Ancien Régime. Brève enquête sur la délimitation du corpus du droit canonique gallican.....	94
Cyrille Dounot. – L'héritage du IV ^e concile de Latran chez les canonistes français de l'époque moderne.....	114
Agostino Paravicini Bagliani. – Conclusions.....	132
COMPTES RENDUS :	
Jacques Krynen et Bernard d'Alterroche (dir.). – L'histoire du droit en France. Nouvelles tendances, nouveaux territoires (Xavier Prévost).	137
Stéphane Lajaumont. – « Un pas de deux ». Clercs et paroissiens en Limousin (vers 1660-1789) (Brigitte Basdevant-Gaudemet).....	145
Peter Landau, Waltraud Kozur, Karin Miethaner-Vent, avec la collaboration de S. Haering, H. Hallermann, M. Petzolt, I. Grossmann (éd.). – Summa « Omnis qui iuste iudicat » sive Lipsiensis ; t. III ; in memoriam Rudolf Weigand (†) (Brigitte Basdevant-Gaudemet).....	147
Martin Avenarius. – Fremde Traditionen des römischen Rechts, Einfluss, Wahrnehmung und Argument des « römischen pravo » im russischen Zarenreich des 19. Jahrhunderts (Danielle Anex-Cabanis).....	148
Arndt Christoph Hendel. – „Marcelli ratio, Die Argumentationsweise des hochklassischen Juristen Ulpianus Marcellus“ (Danielle Anex-Cabanis).....	149
Pio Caroni. – Schweizerisches Privatrecht I/1, „Geschichte und Geltungsbereich“ (Danielle Anex-Cabanis).....	149
Olivier Ryckebusch et Rik Opsommer (dir.). – Guerre, frontière, barrière et paix en Flandre (André Cabanis).....	150
Robert Jacob. – La grâce des juges. L'institution judiciaire et le sacré en Occident (André Cabanis).....	151
Dominique Messineo. – Moralisation, correction et tutelle judiciaire au XIX ^e siècle (André Cabanis).....	152
Olivier Mattéoni et Patrice Beck (dir.). – Classer, dire compter. Discipline du chiffre et fabrique d'une norme comptable à la fin du Moyen Âge (André Cabanis).....	153

Guillaume Métairie. – <i>Justice et juges de paix de Paris (1789-1838). Etude institutionnelle et biographique</i> (Alexandre Lunel)	154
Françoise Bayard, Patrick Fridenson, Albert Rigaudière (dir.). – <i>Genèse des marchés</i> (Norbert Olszak)	156
Andreas Fleckner. – <i>Antike Kapitalvereinigungen. Ein Beitrag zu den konzeptionellen und historischen Grundlagen der Aktiengesellschaft</i> (Ulrike Babusiaux)	157
Raymond Verdier, Nathalie Kálnoky, Soazick Kerneis (éd.). – <i>Les justices de l'invisible</i> (Antoine Leca)	166
Béatrice Leroy. – <i>Du franc parler en politique. Aimer et devoir écrire aux souverains en Castille au x^v siècle</i> (Isabelle Brancourt)	168
Joël Hautebert et Sylvain Soleil (dir.). – <i>La procédure et la construction de l'État en Europe (xv^e-xix^e siècle)</i> (Thibault Desmoulin)	170
NOUVELLES DIVERSES :	
À Christian (Éric Bournazel)	173
In memoriam Gérard Guyon (Jacques Krynen)	175
Cédant : Collegio dei Diritti Antichi. Les Institutes de Gaius – Les aventures d'un best-seller (Arnaud Besson)	177
Rapport sur le concours 2015-2016. Premier concours national d'agrégation d'Histoire du droit (Marcel Morabito)	182
OUVRAGES envoyés à la Direction de la Revue	187

Les opinions émises dans cette revue n'engagent que leurs auteurs



Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit.

Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).

Éditions Dalloz
31-35, rue Froidevaux - 75685 Paris Cedex 14

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2^o et 3^o a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

© Éditions Dalloz – 2016

Au lecteur,

L'ouvrage que vous avez entre les mains constitue un numéro thématique de la *Revue historique de droit français et étranger*. Plus précisément, il s'agit de la publication des actes de la journée d'études qui s'est tenue à l'Université de Paris-Sud/ Paris-Saclay, le 7 novembre 2015 sous le titre *Latran IV, genèse et postérité. Enjeux pour l'évêque*. À côté de cette publication, vous retrouverez, naturellement, les rubriques habituelles de la Revue, les comptes-rendus et les nouvelles diverses

La réalisation de numéros thématiques est assez inhabituelle au regard de la tradition de la *RHDFE*. Elle s'inscrit dans la volonté de la direction actuelle de valoriser les recherches scientifiques collectives, si possible pluridisciplinaires, qui traversent le champ de l'histoire du droit. D'autres numéros thématiques suivront donc, à raison d'un par an, et en lien avec les journées d'études que la Revue souhaite impulser de façon régulière.

Bonne lecture !

La Direction de la *RHDFE*

pèse de plus en plus sur les critères de sélection personnelle. Sous la Monarchie de Juillet, Louis-Philippe rajeunit la justice de paix mais c'est bien la seule dérogation au phénomène d'embourgeoisement continu : « Le dévouement à la cause du souverain ne pourra plus être un titre exclusif à la nomination royale, et l'embourgeoisement même de la société imposera des critères supplémentaires de recrutement, implicites mais draconiens : fortune, alliances, respectabilité... ». Les choix de l'Empire, comme ceux de la Restauration ou de la monarchie de Juillet, obéissent finalement aux mêmes critères du « politiquement correct » de l'époque : « Passé professionnel irréprochable, fortune indépendante, alliances honorables, constitueront désormais des atouts indispensables dans la course aux nominations. Qu'il était loin le temps où la Révolution peuplait les justices de paix d'épiciers, de géomètres ou de comédiens, où même l'Empire maintenait des conciliateurs dénués de toute aisance financière et pourvus du seul appui d'un civisme éprouvé ».

La dernière partie de l'ouvrage est une étude prosopographique de la justice de paix « par la recherche des origines de la formation, de l'appartenance sociale et de l'obédience politique des magistrats pacificateurs ». À travers une riche galerie de portraits (211 profils classés par ordre alphabétique), Guillaume Métairie décrit parfaitement les marques d'une évolution de carrière inéluctablement soumise aux variations politiques des différents régimes et sa conséquence, l'extrême diversité des juges de paix parisiens : Alexandre Auguste Acheney, ancien avocat au Parlement de Paris, Antoine Charles Balin, ébéniste de profession, Jean Baptiste Baudrais, auteur dramaturge, Pierre Henri Blandin, ancien négociant, Anne-Joseph Goyenval, magistrat à la Cour des monnaies sous l'Ancien Régime... Le livre de Guillaume Métairie est non seulement un outil de référence incontournable pour toute recherche ultérieure sur cette institution mais il est aussi un instrument privilégié pour éclairer les débats actuels sur la justice de proximité.

Alexandre LUNEL
(Université Paris VIII)

Françoise Bayard, Patrick Fridenson, Albert Rigaudière (dir.). – *Genèse des marchés*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, (« Animation de la recherche »), 2015, 285 p.

Cet ouvrage est le résultat d'un colloque dont l'idée était apparue en 2006 lors des discussions sur le programme de travail du Comité pour l'histoire économique et financière de la France. Le thème de la concurrence était alors à la mode et soutenant une proposition de Patrick Fridenson, Philippe Contamine avait suggéré de l'aborder de façon très large en étudiant les marchés dans leur ensemble. Un premier colloque fut ainsi organisé les 19 et 20 mai 2008 sur la genèse des marchés, et un second sera consacré ensuite, les 10 et 11 décembre 2009, à la concurrence et aux marchés et la publication de ses actes devrait suivre, avec la même sage lenteur, qui ne nuit pas à l'intérêt de ces ouvrages car leur thème reste de grande actualité.

Le projet d'une approche très large a été pleinement réalisé quant à la chronologie puisque nous avons quinze contributions qui traitent aussi bien des villes médiévales que des derniers marchés apparus dans notre civilisation numérique tandis qu'une table-ronde finale est consacrée à l'éthique des marchés du XXI^e siècle vue par les religions. Et les approches et les champs disciplinaires sont également variés car, suivant la saine tradition de ce Comité d'histoire, le colloque a associé des historiens, juristes, écono-

mistes et sociologues à un journaliste, un pasteur, un chef d'entreprise et des hauts fonctionnaires des finances. Tout cela donne des éléments intéressants pour l'histoire des faits et des idées économiques.

L'introduction, rédigée par les trois directeurs de cet ouvrage, établit un solide bilan des recherches d'histoire économique sur les marchés depuis les années 1950, avec toutes les références bibliographiques adéquates. Ensuite, les communications ont été regroupées en trois parties thématiques.

Une première partie est intitulée « Les échelles des marchés » et aborde la question de manière très concrète avec les places des villes médiévales ainsi que les foires de la même époque puis des Temps modernes. On voit aussi comment les marchés changent de dimension avec des innovations techniques comme les chemins de fer ou la communication électronique ou des initiatives politiques et juridiques comme la construction européenne.

La deuxième partie est consacrée aux attitudes des grandes religions face aux échanges économiques. On y rappelle les doctrines catholiques, protestantes, juïques et islamiques sur des questions classiques comme le prêt à intérêt, mais ces éléments théoriques sont aussi abordés en relation avec les réalités économiques, comme le niveau des prix ou les besoins du commerce international (notamment avec l'exemple du développement d'un « capitalisme atlantique huguenot » aux Temps modernes).

Et la troisième partie retrace l'évolution de la notion de marché et du rôle des acteurs dans la pensée économique des XIX^e et XX^e siècles, avec en particulier une étude détaillée des premiers manuels universitaires.

On peut donc attendre avec grand intérêt la parution du second volume sur la concurrence et les marchés, d'autant plus qu'il est annoncé comme devant faire une bonne place aux institutions et au droit.

Norbert OLSZAK
(Université Panthéon-Sorbonne Paris I)

Andreas Fleckner. – *Antike Kapitalvereinigungen. Ein Beitrag zu den konzeptionellen und historischen Grundlagen der Aktiengesellschaft*, Köln, Weimar, Wien 2010 (XVIII+779).

La monographie, une thèse présentée en 2008 à Ratisbonne sous la direction de Reinhard Zimmermann et Inge Kroppenberger, est intitulée « Les associations antiques de capitaux. Une contribution sur les fondements conceptionnels et historiques de la société anonyme ». Parue en 2010, elle a obtenu plusieurs prix, notamment la « Otto-Hahn-Médaille der Max-Planck-Gesellschaft » et a été largement commentée dans des revues spécialisées de droit romain¹. Le présent compte-rendu, qui est proposé à la critique cinq ans après la parution du livre dans le souci louable de proposer un commentaire de l'ouvrage en langue française, se veut tout autant être un service pour le lecteur francophone, afin de lui faciliter l'accès à ce travail, qu'une considération cri-

(1) Voir A. J. B. SIRKS, A. M. FLECKNER, « Antike Kapitalvereinigungen », *TR* 80 (2012) p. 211-213 ; A. PETRUCCI, « Le unioni capitali nel mondo romano », *Iura*, t. 60 (2012), p. 129-167 ; F.-S. MEISSEL, Andreas M. FLECKNER, « Antike Kapitalvereinigungen », *SZ*, vol. 130 (2013), p. 543-561.

tique des fondements méthodologiques de la monographie, particuliers à plusieurs égards.

1. Comme il est indiqué en sous-titre, la thèse de M. Fleckner s'intéresse aux sociétés de capitaux à Rome, remplacées, cependant, dans la perspective du droit actuel. Il s'agit, selon l'auteur, de retracer les fondements conceptionnels et historiques de la société par actions moderne dans l'Antiquité. C'est cette optique particulière qui explique la bipartition de l'œuvre en deux grandes parties, la première destinée à une théorie générale de la société de capitaux, la deuxième traitant de ce type de société « dans l'Antiquité », plus précisément à Rome. Le programme du livre apparaît clairement dans la partie intitulée « remarque préliminaire historico-culturelle » (« kulturgeschichtliche Vorbemerkung », p. 3-9), qui pastiche les traités savants du XIX^e siècle, imitant le style et le trait des auteurs de l'époque. L'éditeur a suivi l'auteur en choisissant une police d'écriture gothique. Le but de cette pré-introduction peu habituelle, serait, selon l'auteur, de faire reconnaître l'importance de la recherche entreprise au XIX^e siècle sur la question, de marquer une différence avec la discussion qui va suivre et – en même temps – de familiariser le lecteur au contexte historiographique du sujet. En effet, malgré la singularité de ces pages, le lecteur y découvre les thèses principales de l'auteur : 1) le caractère autonome de la société de capitaux par rapport à la société de personnes, 2) l'influence des facteurs externes, surtout économiques, dans la création d'une société de capitaux, 3) l'idée que la création et l'utilisation de la société de capitaux constituent l'aboutissement de l'évolution d'un ordre social qui autorise la réalisation de projets par des particuliers sans qu'ils soient nécessairement liés à l'exercice du pouvoir public.

L'introduction proprement dite (p. 11-36) reprend ces mêmes idées mais dans un langage et un style plus moderne. On relèvera notamment que M. Fleckner part du principe que les sociétés de capitaux ont permis de réaliser un grand nombre de « bienfaits culturels » (« kulturelle Wohltaten »), une affirmation qu'il justifie en citant Marx et Engels. Il constate aussi qu'aucune société de capitaux n'existait 250 ans auparavant, alors même qu'elles seraient aujourd'hui le modèle de prédilection de l'industrie, des banques, des assurances et même des services publics. La raison de ce contraste serait, selon lui, le fruit d'une évolution fondamentale de la société et de ses données économiques, politiques et sociales. Or, M. Fleckner précise à juste titre qu'il ne s'agit ni d'un progrès constant ni d'une évolution continue. C'est pour cela qu'il se propose d'examiner l'évolution culturelle des sociétés de capitaux en général et de la société par actions en particulier. Il s'agit, pour l'auteur, de faire ressortir le contexte économique, social, politique et juridique du développement de la société de capitaux. Son ouvrage sur la société de capitaux dans l'Antiquité ne serait ainsi qu'une première étape dans cette recherche plus vaste et diversifiée (p. 13)². Il faut avoir présents à l'esprit ces propos introductifs si l'on veut bien comprendre la structure de la monographie, qui expose dans sa première partie rien de moins qu'une théorie générale de la société de capitaux qui – selon l'auteur – constitue la base de sa recherche sur la société de capitaux dans l'Antiquité à venir dans la deuxième partie, qui – le lecteur l'a bien compris maintenant – clôt le livre mais non le projet de M. Fleckner, qui voudrait s'intéresser à toute l'étendue de l'histoire de la société de capitaux et ainsi continuer ses recherches au-delà des fondements du droit romain.

(2) Voir aussi p. 26-35 dans lesquelles l'auteur décrit une genèse (« Entwicklungsgeschichte ») en trois phases. Première phase : Antiquité, Moyen-Age et premiers Temps modernes (« Frühneuzeit ») ; deuxième phase : institutionnalisation de la société par actions depuis le Code de commerce en 1807 ; troisième phase : la deuxième révision du droit de l'action en 1887 (« Zweite Aktienrechtsnovelle »).

2. Le problème méthodologique que soulève cette approche rétrospective de la société de capitaux réside – et l'auteur en est conscient – dans l'absence de sociétés par actions que ce soit à Rome ou dans d'autres systèmes juridiques de l'Antiquité. La première partie qui expose les traits fondamentaux de la société de capitaux définit ainsi quatre caractéristiques structurelles (« Strukturmerkmale ») destinées à identifier une société par actions y compris à une époque où leur nom même était encore ignoré (p. 25). Ces quatre caractéristiques structurelles sont les suivantes : (1) la séparation de la propriété (« Inhaberschaft ») et de la direction (« Leitung ») de la société, (2) la protection du patrimoine individuel des apporteurs de capitaux (« Kapitalgeber »), (3) la protection du patrimoine commun de la société et (4) la cessibilité (« Übertragbarkeit ») de la participation ou des parts de société (« Anteile an der Kapitalgesellschaft ») (p. 47-62). Outre l'exposé de ces caractéristiques structurelles, la première partie contient également un chapitre sur les conditions sociales nécessaires à l'introduction et à l'épanouissement des sociétés de capitaux (p. 63-75), ainsi qu'un chapitre sur les problèmes de régulation (p. 77-86), dans lesquels M. Fleckner expose les arguments déjà évoqués dans ses introductions. Il s'agit, d'une part, de prouver la nécessité d'un environnement favorable à l'entreprise individuelle, et d'autre part, de démontrer de quelle manière le législateur peut favoriser le développement et la prospérité de ces entités.

3. La deuxième partie (p. 87-626), bien plus importante en volume que la première, constitue la mise en œuvre du programme élaboré dans l'introduction et défini dans la première partie. L'auteur commence de nouveau par placer en exergue un avant-propos destiné à projeter le lecteur au milieu du I^{er} siècle av. J.-C. Il s'agit du fameux passage du discours *pro Publio Sestio*, où Cicéron pose une question compromettante à Publius Vatinius, témoin de la partie adverse : *eripuerisne partis illo tempore carissimas partim a Caesare, partim a publicanis* ? (Cic. Vat. 29). Il est vrai que le texte a joué un rôle non négligeable dans le développement de l'idée selon laquelle les Romains auraient déjà connu une société de capitaux, voire même une société par actions (p. 87-105)³. Les sceptiques n'étant pas des moindres⁴, un nouvel examen des textes semblait justifié (p. 101-105). Afin de procéder à ce réexamen sur des bases solides, l'auteur commence par présenter les différentes formes d'organisation (« Organisationsformen ») présentes dans les sources romaines, notamment dans le Digeste⁵ et les textes littéraires, pour se consacrer ensuite à une analyse des caractéristiques structurelles (« Strukturmerkmale ») de ces formes d'organisation.

4. Ainsi, c'est en tant que « formes d'organisations » que M. Fleckner traite du contrat de société (*societas*), de la société de publicains (*societas publicanorum*) et du pécule (*peculium*) (p. 117-237). En ce qui concerne le contrat de société, qui a été l'objet de plusieurs monographies⁶ ces dernières années, plusieurs hypothèses sont évoquées, son origine probable dans la communauté héréditaire, la *societas ercto non cito* du droit romain archaïque, ainsi que la possibilité que ce contrat de droit privé ait été influencé

(3) L'influence de Mommsen semble avoir été décisive, voir en détail p. 95 s.

(4) Voir la liste des citations p. 96 n. 20.

(5) On s'étonne un peu de la liste que l'auteur dresse p. 113 des sources juridiques « les plus importantes ». Y figurent la loi des XII Tables à côté des *Institutes* de Gaius, du Code Théodosien et du *Corpus iuris civilis*, comme si ces textes étaient comparables sur le plan de l'accessibilité et de la transmission.

(6) Notamment F.-S. MEISSEL, *Societas. Struktur und Typenvielfalt des römischen Gesellschaftsvertrages*, Frankfurt et al. 2004 ; également : H. LERA, *El contrato de sociedad. La casuística jurisprudencial clásica*, Madrid 1992 ; G. SANTUCCI, *Il socio d'opera in diritto romano. Conferimenti e responsabilità*, Padova 1998. Une bibliographie exhaustive est donnée par M. Fleckner, p. 122, n. 17.

par les importantes sociétés de publicains déjà connues au III^e siècle av. J.-C. M. Fleckner s'intéresse ensuite notamment aux différents emplois du contrat : il cite la vente d'esclaves, d'huile, de vin, de blé, de perles et de vêtements (p. 129), le service de banque (p. 130), le transport maritime et maints autres objets, notamment l'élevage des animaux, la culture de terres, l'érection et la vente de tombeaux, l'entreprise d'une *taberna*, la location d'habitation, l'enseignement de la grammaire, l'éducation et la formation d'esclaves (p. 131 s.). À juste titre, M. Fleckner souligne que toutes ces activités ne sont pas nécessairement exercées sous forme de société mais qu'elles relèvent le plus souvent de la *societas rei unius*, soit d'une réunion spontanée d'individus pour une occasion unique. De même, il est conscient des limites des sources juridiques, qui témoignent de l'existence du contrat, mais sans en expliquer le fonctionnement interne (p. 132). Du point de vue de l'auteur, un des problèmes que posent les sources est la difficulté de déterminer le nombre de participants : en effet, les textes juridiques ne mentionnent souvent que deux associés, parfois trois ou plus, alors que les textes littéraires semblent faire état d'un très grand nombre d'associés en ce qui concerne les *societates publicanorum* (p. 139). L'auteur conclut que la taille relativement petite de ces organisations en tant que société est significative (p. 143), car cette limitation montrerait que, dans l'Antiquité, le contrat de société n'est pas devenu un moyen d'investissement important.

5. La deuxième sous-partie de ce chapitre est dédiée à la *societas publicanorum*, qui – comme le souligne l'auteur – a été, à plusieurs reprises, considérée comme étant à l'origine voire le précurseur de la société de capitaux (p. 145). Le terme de *societas publicanorum*, tout comme les synonymes *societas vectigalium*, *societas vectigalis* et *societas publicorum*, indiquent le caractère « public » de ces entités, dont les activités seraient, selon l'auteur, « proches de l'État » (« staatsnahe Unternehmensgegenstände »), les publicains étant ceux dont l'activité consistait à gérer les entreprises publiques affermées, impôts, douanes ou encore mines (p. 145). M. Fleckner souligne que les sources utilisent rarement le qualificatif de « *publicanorum* » et se contentent de parler de « *societates* » (p. 146), un raccourci qui s'expliquerait par le caractère usuel du phénomène. Il est important de rappeler que les textes juridiques ne mentionnent pas les *societates publicanorum*, alors que la littérature non-juridique romaine décrit souvent ces sociétés. M. Fleckner impute cette divergence au peu d'importance des sociétés *publicanorum* au moment de la rédaction des textes juridiques (notamment IV^e et III^e siècle apr. J.-C.). En revanche, l'intérêt pour ces mêmes sociétés était particulièrement marqué chez Cicéron (p. 149), une attention qui s'expliquerait par leur importance durant la République romaine. En partant de ces sources littéraires, M. Fleckner dresse l'inventaire des objets possibles des sociétés de publicains, qu'il divise en deux parties, les revenus (« Einnahmen ») et les dépenses (« Ausgaben »). Pour la liste des revenus (p. 154), il se contente de renvoyer à la bibliographie exhaustive en la matière⁷. Par contre, l'auteur se donne la peine d'énumérer en détail tous les domaines publics qui étaient donnés en location. En ce qui concerne l'extraction des matières premières, il cite les mines et autres lieux prospections, notamment d'or, d'argent, de fer, de plomb, de cinabre, de sel, de soufre, de craie, de pierres pour meule ainsi que les résines pour la poix (p. 156 s.). À propos de l'utilisation des terres, sont mentionnées par l'auteur, la location de l'*ager publicus*, celle des petits jardins, des

(7) Notamment V. IAVANOV, *De societatis vectigalium publicorum populi Romani*, St. Petersburg 1910 (ND Roma 1971) ; F. KNIFF, *Societas Publicanorum I*, Jena 1896 ; U. MALMENDIER, *Societas Publicanorum. Staatliche Wirtschaftsaktivitäten in den Händen privater Unternehmer*, Wien, Köln, Weimar 2002.

bâtiments d'habitation, des pêcheries, des conduites d'eau, des canaux, des ports et de maints autres « établissements publics » (« öffentliche Einrichtungen ») (p. 157-159).

Une plus grande attention est réservée aux dépenses *ultra tributa*, que l'auteur compare au service public actuel (« Daseinsvorsorge », p. 159). Parmi ces dépenses figurent les missions d'entretien des sanctuaires, des puits, des conduites d'eau, des canaux, des cloaques, des urinoirs, des rues et des routes, des ponts, des murs, des portiques, des routes de navigation et des ports, des basiliques, des hippodromes, des théâtres et des échoppes, des marchés de viande et de poisson ainsi que de certains bâtiments et installations publics (p. 160-163). Le ravitaillement de l'armée (« Heeresversorgung »), mentionné par Tite-Live (Liv. 23.48.9-11) à l'occasion de la deuxième guerre punique (p. 163) et l'approvisionnement des villes en blé traité par Varron (Varro rust. 2. pr. 3) représenteraient un sujet à part (p. 164). Moins important sur le plan économique, mais d'une grande valeur symbolique seraient la location d'une habitation pour le fils d'un souverain étranger, la livraison de chevaux de cortège, la peinture d'une statue de Jupiter en cinabre, le concert de trompettes pour une occasion publique ou l'alimentation des oies sacrées du Capitole (p. 164). Selon l'auteur, les textes mettraient l'accent sur l'État qui charge un particulier de l'accomplissement des tâches décrites, mais ne diraient pas expressément que la charge était accomplie au moyen d'une société de publicains (p. 165). M. Fleckner souligne que l'état des sources laisse penser que les sociétés de publicains perdirent de leur importance pour les dépenses dans le courant de l'Empire, mais qu'elles restèrent importantes pour les rentrées d'argent dans les caisses publiques (p. 166).

L'intérêt de l'auteur se porte ensuite sur le contexte politique dans lequel les sociétés de publicains évoluaient. Il se pose notamment la question de savoir pourquoi l'administration romaine eut recours à des sociétés privées pour l'accomplissement de ces tâches publiques. Un premier argument tiendrait, selon l'auteur, à des questions de finances publiques et d'organisation (p. 168 s.)⁸. On ne peut nier l'intérêt pour l'État d'un recouvrement des taxes assuré par des particuliers, que M. Fleckner met en évidence en détaillant les modalités de l'adjudication des lots d'imposition (p. 169-172), pas plus que l'influence notable de ces sociétés et de leurs associés sur la vie politique romaine. En effet, l'importance politique des sociétés de publicains s'explique, selon l'auteur, non seulement par la charge qui leur était attribuée, notamment l'affermage des impôts, mais aussi par l'origine de leurs associés : en effet, les associés de ces sociétés étaient issus de l'ordre équestre et constituaient à eux seuls un groupe distinct, l'*ordo publicanorum* (p. 173), excluant les sénateurs (p. 178 s.). La bureaucratisation de l'Empire expliquerait finalement pourquoi l'ère de ces entreprises privées prit nécessairement fin : elles seraient devenues de moins en moins convoitées par une administration qui pouvait enfin lever les impôts par ses propres moyens et pourvoir aux besoins des citoyens (p. 182-184).

Ces renseignements généraux sur les sociétés de publicains donnés, l'auteur en vient à leur structure de participation (« Beteiligungsstruktur ») qui constitue le centre de son analyse. L'intérêt principal de son travail est d'expliquer dans quelle mesure la société de publicains aurait pu concentrer des moyens financiers suffisants pour financer des projets d'ordre capitaliste (p. 185). L'auteur souligne que la participation à la vente aux enchères n'était soumise à aucune condition particulière, les autorités demandant de toute façon des garanties pour l'adjudication (p. 186 s.). L'importance des moyens nécessaires, par exemple, pour garantir les impôts de toute une province, semble un

(8) « Etwaige Zweifel, ob Überlegungen und Formulierungen dieser Art im antiken Kontext passen oder nicht vielleicht anachronistisch sind, zerstreut Livius an der mehrfach erwähnten Stelle aus dem Zweiten Punischen Krieg. Dort heißt es, privates Geld werde für das Gemeinwesen verwendet (...), nämlich zur Versorgung des Heeres ».

argument assez convaincant pour accepter comme l'auteur que le *manceps* qui se faisait adjuer le marché n'agissait pas seul, mais était épaulé, au moins financièrement, par plusieurs personnes (p. 188-193). À l'aide des sources épigraphiques, M. Fleckner cherche à élucider l'organisation interne de la société de publicains (p. 193-197), mais doit finalement avouer que les témoignages des sources ne sont pas cohérents et que l'organisation de ces sociétés paraît avoir été variable. Même s'il pense avoir trouvé des traces de deux formes distinctes de participation (en tant que *socius* d'une part, en tant qu'apporteur de fonds d'autre part), il conclut qu'aucune structure définitive ne s'impose de façon certaine. C'est pour cela qu'il préfère parler d'une fourchette (« Bandbreite ») de formes de participation, qui ne serait pas uniforme dans toutes les sociétés de publicains (p. 202). Ainsi, les caractéristiques suivantes seraient à retenir pour les sociétés de publicains : une personne (le *manceps*) participe à l'adjudication et conclut la *locatio conductio* avec « l'État » ; cette personne est en relation avec une masse d'associés ainsi qu'avec certains associés occultes dont l'apport se limitera à un apport de capitaux (p. 202 s.). Comme pour le contrat de société simple, l'auteur cherche également à déterminer la taille des sociétés de publicains (p. 207-215) ; contrairement à quelques idées exprimées jusque dans la recherche la plus récente, il pense qu'il n'existe pas de preuves que ces sociétés aient été en général plus grandes que les sociétés ordinaires, même si des exceptions sont attestées (p. 215).

La dernière sous-partie de ce chapitre est dédiée au pécule. Cette intégration du pécule (de l'esclave ou du fils de famille) dans une étude consacrée à la société de capitaux pourrait paraître singulière, mais s'explique par l'influence des textes romains traitant du *peculium* dans le débat au XIX^e siècle sur les débuts de la société par actions (p. 217-237). C'est en effet Ernst-Emmanuel Bekker qui se servit des spécificités du pécule pour faire progresser la doctrine de la société par actions⁹. Le lecteur romaniste, cependant, se demandera spontanément pour quelles raisons l'auteur préfère traiter du pécule plutôt que de s'intéresser aux corporations, fleurissantes sous l'Empire, poursuivant des buts caritatifs, religieux ou sociaux (*collegia piae causae, sodalitates, sodalicia*)¹⁰.

6. Après avoir parcouru les modèles antiques, l'auteur se penche sur l'analyse des caractéristiques structurelles exposées auparavant en rajoutant la corporation (« Körperschaft ») en *tertium comparationis* (p. 241-496). En effet, l'auteur choisit la même démarche pour chaque figure analysée : 1) propriétaire et directeur de la société sont distincts, 2) la protection du patrimoine individuel, 3) la protection du patrimoine commun, et 4) la cessibilité des parts. Il nous suffira de faire mention des résultats obtenus par M. Fleckner pour ces quatre questions, car cette analyse structurelle intéressera moins l'historien que le spécialiste du droit des sociétés actuel :

1) Concernant le cas où propriétaire et directeur de la société sont distincts, (p. 241-294), M. Fleckner souligne que, pour la société ordinaire, cette hypothèse n'est pas facile à mettre en œuvre (p. 262), puisqu'il s'agit d'un contrat consensuel entre les participants sans qu'il existe de règles spécifiques pour permettre la gestion (« Geschäftsführung ») ou la représentation (« Stellvertretung »). Alors que ce principe de non-représentation par un tiers est assez strictement respecté pour la société simple, il semble que pour les sociétés de publicains, ces limites aient parfois été dépassées. L'auteur a ainsi trouvé

(9) E. I. BEKKER, « Zweckvermögen, insbes. *Peculium*, Handelsvermögen und Actiengesellschaften », *ZHR* 4 (1861), p. 499-567. L'article est mentionné par M. Fleckner p. 96 n. 20 (p. 97) dans une note qui rassemble la discussion du XIX^e siècle sur la comparaison entre la société de publicains et la société par actions moderne. Il est reproduit par M. Fleckner p. 220 n. 24 pour prouver l'importance du pécule dans la discussion autour de la société par actions.

(10) Une critique déjà formulée par MEISSEL, *SZ*, vol. 130 (2013), p. 548.

des indices témoignant d'une séparation plus facile entre les fonctions de propriétaire et de directeur de la société dans ces entités, notamment pendant le dernier siècle de la République (p. 291 s.). Ces différences observées entre la société simple et les sociétés de publicains pourraient cependant, comme le relève M. Fleckner, tenir aux aléas de la transmission des sources, vu que la société simple est principalement attestée dans les textes juridiques, alors que les *societates publicanorum* sont avant tout mentionnées dans les sources littéraires (p. 292).

2) Quant au deuxième élément structurel, la protection du patrimoine individuel (p. 295-337), M. Fleckner rappelle que la société à Rome ayant un caractère contractuel, le seul fait d'exploiter une entreprise commerciale en commun n'engage pas immédiatement ses participants. En effet, les associés ne s'engagent pas « au travers de la société », mais seulement si les conditions d'une cause de responsabilité particulière (« besonderer Haftungsgrund », p. 299) sont remplies par les personnes en question. Il est vrai que l'absence d'une responsabilité liée « au fait de s'associer » est en quelque sorte atténuée par la possibilité de charger un esclave commun (*servus communis*) d'exercer les activités de la société (p. 301-310). En effet, acquérir et/ou détenir la propriété en commun d'un esclave permet aux associés de créer une sorte de pécule « fonctionnel » de la société ; en contrepartie, les associés devront répondre des *actiones adiecticiae qualitatis*, comme tout propriétaire (p. 316). Il en va de même des restrictions de responsabilité qui suivent le régime général de l'*edictum triplex* (p. 321 s.). Ainsi, l'auteur conclure que la société elle-même ne permet pas de protéger le patrimoine de ses participants ; cependant, les associés demeurent libres de conclure entre eux des contrats de répartition de risques (p. 324 s.). Selon l'étude de M. Fleckner, ces règles vaudraient en principe aussi pour la *societas publicanorum* (p. 330), à la seule exception de certains délits particuliers aux publicains et de la possibilité que la responsabilité des simples donneurs de fonds soit limitée à leur contribution (p. 335).

3) En ce qui concerne le troisième élément structurel dégagé par M. Fleckner, à savoir la protection du patrimoine commun, la réponse est simple, puisque la question ne se pose en principe pas en droit romain (p. 339-442). Le résultat n'est guère différent pour les sociétés de publicains, pour lesquelles l'organisation de la protection du patrimoine semble également ne pas avoir existé (p. 419 s.)¹¹.

4) La question de la cessibilité des parts en tant que quatrième élément structurel (p. 443-496) est divisée par l'auteur en plusieurs sous-questions : premièrement, savoir si les parts des associés pouvaient être « concentrées » (« verdichtet ») ; deuxièmement, déterminer si ces parts pouvaient être cédées à quelqu'un d'autre ; et troisièmement, établir si des cessions de cette sorte étaient attestées dans nos sources. Concernant la société simple, l'auteur relève que la terminologie des sources, qui parlent de parts (*pars, partio*) de société n'est pas technique, mais désigne le fait de participer à la société (p. 444 s.). De même, il y a peu d'indices qui démontreraient que ces « parts » aient pu être cédées (p. 446-450). Quant à la société de publicains, M. Fleckner rappelle que cette société pouvait continuer même à la mort de l'un des associés (p. 490) ; pour autant, cela ne permet pas de prétendre à la cessibilité des participations dans cette société (p. 489 s.). C'est ainsi, et à juste titre, que l'auteur retient que la question devrait être tranchée à l'identique de la société simple. Ainsi, il faudrait exclure la cessibilité des parts (p. 491) et refuser, dès lors, l'idée que les actions aient eu une origine dans le droit romain ou dans sa pratique (p. 494).

(11) La discussion du texte D. 3.4.1pr.-1 Gai. 3 ad ed. prov. p. 386-411, que l'auteur considère comme interpolé, est particulièrement intéressante.

7. Le troisième chapitre de la deuxième partie qui tente d'esquisser le contexte dans lequel se sont développées la société et les autres formes de participation est d'un plus grand intérêt pour l'historien du droit. Parmi les facteurs déterminants permettant ou non le développement des sociétés de capitaux, M. Fleckner distingue l'économie (p. 499-518), le social (p. 519-588), la politique (p. 589-606) et le droit (p. 607-623). Comme l'auteur a démontré que la société (simple comme celle de publicains) n'a pas eu l'essor qu'elle aurait pu avoir et n'a pas su combiner les quatre éléments structurels alors que ceux-ci étaient connus, ce chapitre est destiné à la recherche des causes de cet échec.

En ce qui concerne l'économie, M. Fleckner rappelle les opinions divergentes qui persistent jusque dans la recherche moderne entre « primitivistes » et « modernistes » (p. 499 s.)¹². Sur ces questions, l'auteur relève qu'il est aujourd'hui encore très incertain, vu l'état de nos sources, de chercher à déterminer les besoins en moyens pour financer des entreprises ou le commerce (p. 505). Cependant, selon lui, le panorama de l'économie antique ne suffirait pas pour comprendre l'échec de la société de capitaux dans le contexte romain ; il soupçonne que d'autres facteurs aient pu contribuer à limiter le besoin ou le développement des moyens de financement par capitaux (p. 518). Un rôle important est accordé aux questions sociologiques (« Soziales »), comme en atteste l'attention portée à la renommée et au standing des personnes qui participent au commerce (« Ansehen der Gewerbetreibenden »). Le passage en revue des sources littéraires et juridiques le pousse à croire que le prestige social du commerce était relativement faible (p. 588), alors que les activités militaires, politiques ou encore artistiques avaient bonne réputation. S'ajoute le facteur politique, qui, selon M. Fleckner, a empêché le développement de la société de capitaux, car l'activité de l'État a été de plus en plus en compétition avec les entreprises privées. Dans ces conditions, même si les restrictions légales qui concernaient l'activité commerciale étaient moindres, la reprise en main des activités nécessitant des fonds financiers par « l'État » aurait en quelque sorte « étouffé » l'initiative privée (p. 605). Comparée aux influences sociales et politiques, l'influence du système juridique semble avoir été faible. En affirmant ceci, M. Fleckner réfute notamment l'idée que le droit romain aurait été trop « arriéré » pour permettre le développement d'une société « moderne » de capitaux (p. 623). Selon lui, le contrat de société aurait eu toute la possibilité de se mouvoir vers un système de société de capitaux. Cependant, la transformation n'était pas nécessaire et n'a ainsi pas été adoptée.

8. L'exposé de M. Fleckner présenté jusqu'ici se clôt par une appréciation des sociétés de capitaux dans l'Antiquité et dans le débat moderne. Il déclare que l'analyse du phénomène associatif dans l'Antiquité permettrait de mieux comprendre le succès de la société de capitaux aux époques ultérieures. Pourtant, la recherche de M. Fleckner a également des implications pour l'appréciation de l'histoire antique : l'auteur explique en effet que les sociétés et corporations n'auraient pas eu l'importance que l'on a pu leur accorder jusqu'à présent (p. 629). Partant, il prend position sur les conceptions formulées par la recherche moderne sur la question et conclut que les Romains avaient, certes, perçu les avantages de la société de capitaux, mais que les conditions sociales et politiques n'ont pas permis de mettre en œuvre cette perception (p. 631). De plus, il souligne que les arguments tirés des sources à l'appui de plusieurs avis, pourtant bien établis, ont un fondement relativement faible et que lui-même a pu montrer que les Romains n'avaient pas d'actions, ni d'actions de capitaux (p. 634).

(12) Un très bon résumé de ces positions et une analyse originale de l'économie romaine se trouvent aujourd'hui dans le livre de P. F. BANG, *The Roman Bazaar. A Comparative Study of Trade and Markets in a Tributary Empire*, Cambridge, 2008.

Cela étant, l'observation la plus pertinente de l'auteur concerne la discussion « moderne » autour de la société de capitaux, c'est-à-dire la discussion depuis le XIX^e siècle, qui, elle, est largement tributaire des sources romaines. Après avoir reconsidéré l'apport de Rome sur plus de quatre cents pages, M. Fleckner est en mesure de remettre en cause les prises de position d'érudits comme Mommsen ou Rostowzew sur la société de publicains (p. 648 s.). Il semble que le résultat le plus intéressant, à cet égard, se trouve à la fin de l'ouvrage, quand M. Fleckner rappelle une fois encore que les corporations de capitaux dans l'Antiquité n'étaient pas comparables à la société de capitaux ou d'actions au sens moderne (p. 654)¹³. Il s'agirait d'une chimère de la littérature, qui aurait cependant eu une influence notable, l'idée n'ayant pas été contredite auparavant. S'il est vrai que les prises de positions citées par M. Fleckner peuvent donner l'impression que la recherche aurait, dans son ensemble, été dans l'erreur, la critique, à mon avis, devait être plus nuancée, notamment en ce qui concerne les travaux modernes d'histoire antique et de droit romain¹⁴. La valeur du travail de M. Fleckner semble être principalement d'avoir rappelé aux spécialistes du droit des sociétés modernes que les fondements antiques de la société par actions sont plus fragiles qu'on ne pouvait jusqu'alors le penser. Ainsi, la présente contribution réussit à franchir les frontières parfois arbitraires entre les disciplines et prône un retour aux sources pour mieux comprendre les positions modernes. De ce point de vue, l'auteur a tenu sa promesse d'écrire des prolégomènes à une histoire de la société de capitaux en livrant une recherche nourrie de références et de remises en question pertinentes.

9. Au total, l'érudition du livre de M. Fleckner est impressionnante et la richesse de sa bibliographie le rendra indispensable à toute recherche ultérieure sur le contrat de société (romain ou moderne). On pourra également souligner la validité de la plupart des résultats mis en avant par ce travail, à condition, cependant, de partager l'optique de départ et d'accepter une méthode plus ou moins « anhistorique » du traitement des sources. Même si l'auteur s'efforce d'éviter des idées anachroniques et d'accepter les apories de la recherche historique, en soulignant à plusieurs reprises que l'état des sources ne permet pas d'affirmer tel ou tel résultat, il est évident que l'objectif premier de l'auteur est avant tout de livrer une contribution utile au débat actuel, ce qui, en soi, n'est pas condamnable. Cependant, pour l'historien du droit, la méthodologie de l'étude de M. Fleckner soulève quelques points d'interrogation : 1) Comment adhérer au modèle si particulier de l'auteur (les caractéristiques structurelles) sans chercher à comprendre ni les besoins de l'époque ni les concepts présents dans les sources, pourtant utiles à l'analyse des contrats de société romains ? 2) Comment encore ne pas tomber dans le piège de l'anachronisme, si l'intérêt que l'on porte à la question est avant tout d'actualité, car c'est cet intérêt qui déterminera le choix des questions et celui des sources ? Par conséquent, l'historien du droit et plus encore, l'historien du droit romain sera très heureux d'avoir en sa possession un ensemble quasi-complet d'informations, que l'on doit à la minutie de son auteur. Néanmoins, l'historien du droit intéressé par l'Antiquité, ne doit pas voir ce livre comme une contribution qui permettrait de mieux comprendre les sociétés et les corporations de l'Empire romain.

Ulrike BABUSIAUX
Université de Zurich

(13) « Den modernen Aktiengesellschaften ähneln die Kapitalvereinigungen des Altertums weder hinsichtlich ihrer Struktur noch Funktion. Als vermeintliche „antike Aktiengesellschaft“ existieren sie dagegen seit fast zwei Jahrhunderten in der Vorstellung vieler Forscher und haben deshalb eine erhebliche ideengeschichtliche Bedeutung erlangt ».

(14) Dans la même veine MEISSEL, SZ, vol. 130 (2013) p. 548 avec des indications ultérieures.